



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères
et européennes

Direction de la coopération
au développement et
de l'action humanitaire



ATELIER de RESTITUTION de l'ENQUETE SUR L'IMPACT DE LA
CIRCULATION DES ARMES LEGERES ET DE PETIT CALIBRE DANS
LA ZONE FRONTALIERE CAMEROUN-GABON-GUINEE
EQUATORIALE, le 11 décembre 2014 à Kyé-Ossi.



JUIN 2014

Résumé de l'enquête

Cette enquête, effectuée essentiellement fin juin 2014, a porté sur « l'impact de la circulation des armes légères et de petit calibre dans la zone frontalière Cameroun-Gabon-Guinée équatoriale ».

1)- Contexte

L'Afrique centrale est fortement marquée par le phénomène de prolifération et de circulation illicite des armes légères et de petit calibre. Plusieurs facteurs expliquent la prolifération et la circulation des armes dans la sous-région. Parmi lesquels, les facteurs sociopolitiques, les conflits armés, les mouvements de réfugiés et le commerce international incontrôlé des armes. Ces dernières années, c'est le théâtre des conflits armés, des violences politiques, des déplacements massifs des populations, mais aussi et surtout le terrain des rivalités et convoitises des puissances extérieures. Aujourd'hui, la dimension géopolitique et stratégique de la sous-région Afrique centrale est au centre des contraintes et de menaces sur le plan sécuritaire. C'est pourquoi le REFAC, membre du RAFAL, a sollicité auprès du GRIP, un appui financier pour la réalisation de cette enquête.

2)- L'objectif et l'intérêt de l'étude

L'objectif poursuivi dans ce travail est de collecter des données afin d'informer et de sensibiliser les populations et les autorités sur le phénomène croissant de la criminalité due à la prolifération des ALPC et

ATELIER de RESTITUTION de l'ENQUETE SUR L'IMPACT DE LA CIRCULATION DES ARMES LEGERES ET DE PETIT CALIBRE DANS LA ZONE FRONTALIERE CAMEROUN-GABON-GUINEE EQUATORIALE, le 11 décembre 2014 à Kyé-Ossi.

des violences de toutes sortes, de préserver les droits humains (dénoncer la traite des enfants et des femmes), de promouvoir la paix et la sécurité en Afrique Centrale., d'inciter les gouvernants à un plus grand contrôle du trafic illicite des ALPC, de sensibiliser les populations et les Etats pour un plus grand contrôle des armes en Afrique centrale, plus précisément dans la zone frontalière Cameroun-Gabon-Guinée équatoriale.

3)- Déroulement de l'enquête

Des questionnaires ont été élaborés en fonction des groupes socioprofessionnels car les questions posées étaient adaptées à chaque catégorie de la population. Seulement 284 personnes sur 300, représentant un échantillon de la population a répondu à la vingtaine de questionnaires élaborés par notre équipe. Une équipe de trois (03) membres du REFAC, appuyée par des deux enquêteurs locaux et quelques volontaires, après une petite formation, s'est déployée sur le terrain du 19 au 28 juin 2014, non sans de grandes difficultés. Cette enquête dans cette zone des 'trois frontières' particulièrement sujette à des violences et trafics de toutes sortes, démarre dans le ville de Kyé-ossi, ville camerounaise de transit pour tous les aventuriers des divers pays africains en quête d'un mieux-être en Guinée équatoriale, nouvel eldorado pétrolier, ou le Gabon, toujours prisé en 'deuxième choix' par les jeunes migrants. Cette ville frontalière du Cameroun avec le Gabon et la Guinée équatoriale semble être le 'dépotoir' de toutes les victimes d'exactions et de violences perpétrées dans les deux 'pays riches' qui expulsent manu militari tous leurs 'colis' du côté de Kyé-ossi, où les candidats à l'exil sont, selon les camerounais, équato-guinéens et gabonais, les acteurs majeurs

ATELIER de RESTITUTION de l'ENQUETE SUR L'IMPACT DE LA
CIRCULATION DES ARMES LEGERES ET DE PETIT CALIBRE DANS
LA ZONE FRONTALIERE CAMEROUN-GABON-GUINEE
EQUATORIALE, le 11 décembre 2014 à Kyé-Ossi.

des trafics de tout genre. Il est à préciser que les jeunes des deux sexes et de toutes les nationalités, majoritairement de l'Ouest-Cameroun (Foumban) et des pays ouest- africains (Mali, Côte d'Ivoire, Sénégal) et aussi de Centrafrique et du Nigéria fuyant les conflits dans leurs pays se retrouvent dans la ville de Kyé-ossi dans l'espoir de se rendre en Guinée-équatoriale ou au Gabon.

Nous avons noté un nombre élevé d'agressions et braquages à main armée dans les différentes villes, mais surtout des violences même à l'arme à feu perpétrées par des forces de l'ordre dans la ville voisine d'Ebibeyin en Guinée équatoriale où l'enquête était particulièrement périlleuse. Notre inquiétude va grandissant, lorsque les autorités sécuritaires camerounaises se disent impuissantes face à la 'barbarie' des 'voisins' qui s'opère régulièrement devant eux, juste au poste frontalier, car « ils n'ont pas reçu l'ordre de réagir et doivent préserver un climat de paix avec les voisins ». Face à l'insécurité locale, l'effectif des forces sécuritaires serait insuffisant selon des responsables que nous avons sondés pour maîtriser le flux migratoire favorisé par la corruption sur les axes routiers et aux frontières.

Après étude des données recueillies qui sont loin de se limiter à la perception des personnes interrogées, nous avons parcouru des registres et relevé au terme de l'enquête que 51% environ des gens interrogés se sentent en extrême insécurité dans leurs régions et hésitent à franchir les frontières voisines. 48% au moins des populations ont été victimes ou témoins d'agressions, de braquage à mains armées, d'où le climat d'insécurité généralisé et le repli de certains pays sur eux.

4)- Quelques difficultés

ATELIER de RESTITUTION de l'ENQUETE SUR L'IMPACT DE LA
CIRCULATION DES ARMES LEGERES ET DE PETIT CALIBRE DANS
LA ZONE FRONTALIERE CAMEROUN-GABON-GUINEE
EQUATORIALE, le 11 décembre 2014 à Kyé-Ossi.

La difficulté la plus importante a été le difficile accès aux dossiers et registres qui, quand ils étaient visibles, étaient stockés vulgairement dans une salle poussiéreuse, pas réellement archivés et pas facile à exploiter. Nous étions à chaque fois invités poliment à nous rapprocher de l'administration centrale pour des statistiques officielles finalement inexistantes. La réticence des personnes interrogées et l'impossibilité et indisponibilité des informations auprès d'autorités compétentes, les frontières équato-guinéennes et gabonaises fermées suite au phénomène plus que grandissant de l'insécurité ont constitué de réels obstacles au travail. Il fallait user des connexions au sein de leurs administrations pour pouvoir entrer dans ces deux territoires qui se sont rétracté sur l'accord de mise en application de la libre circulation de personnes et des biens par les états de la CEMAC dès janvier 2014.

5)- Conclusion

La menace sur la paix est réelle à la frontière du Cameroun avec le Gabon et la Guinée équatoriale ; l'utilisation illégale des ALPC et les violences de toutes sortes sont d'une ampleur qui mériterait plus d'attention des pouvoirs publics et des ONG en charge des droits de l'homme dans cette partie de l'Afrique centrale. Notre modeste contribution à la réflexion sur la question est de mobiliser et sensibiliser, après cette enquête, quelques leaders d'associations par un atelier de formation le 11 décembre 2014, les gouvernants tout comme tous les défenseurs des droits de l'homme par un rapport final.

ATELIER de RESTITUTION de l'ENQUETE SUR L'IMPACT DE LA
CIRCULATION DES ARMES LEGERES ET DE PETIT CALIBRE DANS
LA ZONE FRONTALIERE CAMEROUN-GABON-GUINEE
EQUATORIALE, le 11 décembre 2014 à Kyé-Ossi.

Rapport de l'atelier

I-Introduction

L'an deux mil quatorze et le onze du mois de décembre s'est tenu dans la salle des actes de la mairie de Kyé-Ossi un atelier de restitution de « l'enquête sur l'impact de la circulation des Armes Légères et de Petit Calibre dans la zone frontalière Cameroun-Gabon-Guinée Equatoriale ». Sur une soixantaine de personnes invitées, quarante-trois (43) ont répondu présent dont trente (30) représentants d'associations, des hommes de médias et des autorités locales dont les représentants personnels de monsieur le Maire de Kyé-Ossi, du sous-préfet et de la Sûreté nationale. Il est à noter l'absence des autorités des pays frontaliers due aux mouvements sociaux (marche de protestations, violences...) des populations de la ville excédées par des abus d'autorité de toute sorte. Les frontières, par conséquent, se sont beaucoup plus fermées, les Equato-guinéens et Gabonais redoutant des débordements menaçant la paix chez eux ! « Cet atelier tombe à point nommé », nous a confié le préfet de la vallée du Ntem avec qui nous avons au préalable longuement échangé sur le sujet avant la tenue de cet atelier. La sensibilisation des leaders des OSCs (organisation de la société civile) sur la prévention des conflits et la paix par la présentation de ce rapport, bien que n'ayant pas pu obtenir de statistiques fiables et officielles, indisponibles d'après nos recherches, a été une première dans la zone et a d'ailleurs valu un appel du directeur des renseignements généraux à Mme NLATE Danielle pour un questionnaire de routine ayant trait à la sécurité.

ATELIER de RESTITUTION de l'ENQUETE SUR L'IMPACT DE LA CIRCULATION DES ARMES LEGERES ET DE PETIT CALIBRE DANS LA ZONE FRONTALIERE CAMEROUN-GABON-GUINEE EQUATORIALE, le 11 décembre 2014 à Kyé-Ossi.

II-Déroulement de l'activité

1)- Cérémonie d'ouverture

Après l'arrivée de l'équipe d'animation et mise en place des invités, Mme le 2^{ème} adjoint au maire de Kyé Ossi a souhaité la bienvenue à l'assistance et a salué cette initiative. Ensuite, Mme la présidente sous-régionale du REFAC (Réseau des femmes actives du Cemac), chef d'équipe d'animation, a introduit l'activité par un appel aux leaders présents, à plus de vigilance sur les questions des ALPC dans leur environnement. Après la définition du sigle ALPC, il leur a été recommandé de sensibiliser leurs membres et proches, afin de leur faire comprendre la menace qui pèse sur la paix. Le chef d'équipe a insisté sur le port illicite et l'utilisation abusive des armes qui est à l'origine de nombreuses violences, du terrorisme, de déstabilisation des pays, entraînant le manque de paix qui est une nécessité vitale pour tous ! C'était ici l'occasion de parler de la « convention de Kinshasa », instrument juridique pour le contrôle des armes en Afrique Centrale, signée par les ministres le 19 novembre 2010, sous l'égide du comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité.

Le représentant du préfet dans son discours a dit que des efforts doivent être conjugués par la société civile et les gouvernants pour aider les Forces de Maintien de l'Ordre (FMO) à assurer d'avantage la sécurité des populations. Car collaborer avec des individus porteurs des ALPC est une contribution pour la déstabilisation de nos quartiers, villes, départements, régions et même le pays tout entier.

ATELIER de RESTITUTION de l'ENQUETE SUR L'IMPACT DE LA CIRCULATION DES ARMES LEGERES ET DE PETIT CALIBRE DANS LA ZONE FRONTALIERE CAMEROUN-GABON-GUINEE EQUATORIALE, le 11 décembre 2014 à Kyé-Ossi.

2)- Présentation du Rapport d'enquête

Par la suite, Mr Nestor Nsang, journaliste en Guinée équatoriale et animateur, a fait lecture du compte rendu de l'enquête menée par le Réseau des Femmes Actives de la Cemac sur l'impact de la circulation des ALPC dans la zone frontalière Cameroun-Gabon -Guinée Equatoriale du 19 au 28 juin 2014 avec l'appui financier du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, ministère des affaires étrangères et européennes, et le GRIP (Groupe de Recherche d'Information sur la Paix et la sécurité)

3)- Echanges entre l'équipe d'animation et les participants.

Mme Nlaté Danielle a animé par la suite les échanges et a rappelé aux participants leur rôle primordial et aussi les techniques de dénonciations, entre autres, des messages téléphoniques, des notes anonymes adressés aux forces de maintien de l'ordre : des numéros verts de la police ont été communiqués aux participants tels que le 1500, 117 pour alertes ou dénonciations. Pendant les échanges animés par des questions-réponses, dont l'essentiel du questionnaire de l'enquête, l'une des questions cruciales : « Avez-vous déjà vu une arme à feu ? », la réponse était « oui ! » pour tous les participants.

Une question importante a été posée :

Que feriez-vous si vous vous retrouviez face à un porteur illégal d'arme à feu ?

- a) Quelle sera votre réaction ?
- b) Quelle sera votre technique de dénonciation ?

Réponse

ATELIER de RESTITUTION de l'ENQUETE SUR L'IMPACT DE LA
CIRCULATION DES ARMES LEGERES ET DE PETIT CALIBRE DANS
LA ZONE FRONTALIERE CAMEROUN-GABON-GUINEE
EQUATORIALE, le 11 décembre 2014 à Kyé-Ossi.

Plusieurs participants ont dit : « j'aurai peur, je me laisserai aller et ne dénoncerai pas, de peur de me faire tuer, ainsi que ma famille ! »

L'officier de police, Mme ATANGANA, est revenue sur les propos de la facilitatrice en insistant sur les techniques de dénonciation, afin de rassurer les participants. Répondant aux questions de savoir : Que font les autorités pour combattre l'insécurité et la circulation des ALPC ? Pourquoi des auteurs d'agressions se retrouvent-ils dans la rue au lendemain de leur interpellation ?

Très émue du dynamisme des participants, la représentante de la police a rappelé le rôle de la police judiciaire qui est de maintenir la paix en mettant hors d'état de nuire toute personne menaçant d'une manière ou d'une autre la sécurité des personnes et des biens, la police ne condamne pas néanmoins, elle interpelle les présumés coupables, les entend et les défère à l'autorité judiciaire compétente ; toutefois, les FMO comptent sur la vigilance et la collaboration de la population, des comités de vigilance. Mme Atangana a attiré l'attention des femmes et des jeunes pour la discrétion dans la dénonciation et les a assuré de faire bon usage des informations mises à leur disposition. L'officier de police a déploré la naïveté des populations, car on retrouve les munitions dans la ville mais personne ne dénonce le lieu de vente, le Cameroun est le seul pays hospitalier de la sous-région qui met en pratique à cent pour cent les principes de la libre circulation des personnes et des biens, objectif et principe fondamental de la CEMAC. La menace est donc très importante et réelle dans les frontières avec le Nigéria (Boko Haram) et avec la Centrafrique (Séléka, Anti Balaka). Il conviendrait donc de redoubler de vigilance aux autres frontières, notamment celles du sud Cameroun avec le Gabon et la Guinée équatoriale qui attirent les aventuriers de tous

ATELIER de RESTITUTION de l'ENQUETE SUR L'IMPACT DE LA CIRCULATION DES ARMES LEGERES ET DE PETIT CALIBRE DANS LA ZONE FRONTALIERE CAMEROUN-GABON-GUINEE EQUATORIALE, le 11 décembre 2014 à Kyé-Ossi.

bords. L'officier a déploré le nombre très réduit des effectifs des FMO dans cette zone, tout comme leur impuissance face à la violence agissante, au vu et au su de tous, des Equato-Guinéens et des Gabonais envers les étrangers en majorité clandestins, d'où la déferlante des cercueils enregistrés ici. Des sources policières révèlent un trafic intense de munitions dans la ville de Kyé-Ossi, pendant que les participants déplorent la recrudescence des agressions et braquages à main armée, tout comme l'impuissance des forces de l'ordre favorisée par le manque d'énergie électrique dans la ville. Ces agressions sont quotidiennes et légions selon les autorités médicales qui reçoivent un nombre impressionnant de victimes dans leurs services. La moyenne journalière serait de 30 cas en moyenne par jour pour le seul centre de district de santé de Kyé-Ossi.

Les travaux en groupe sont organisés en 5 groupes constitués de 6 participants par atelier coordonnées par Mr Kouya Luc. Au sortir de cet atelier, quelques recommandations ont été adressées par les participants pour la lutte systématique contre l'insécurité dans la zone frontalière Cameroun-Gabon-Guinée Equatoriale :

Recommandations :

- ❖ Création de plusieurs comités de vigilance
- ❖ Organiser des rafles nocturnes toutes les deux semaines.
- ❖ Multiplier l'effectif des FMO, très insuffisant pour sécuriser cette zone frontalière.
- ❖ Renforcer les patrouilles nocturnes.
- ❖ Que des mesures juridiquement contraignantes soient appliquées à l'endroit des auteurs d'actes de violences de toutes sortes, parce

ATELIER de RESTITUTION de l'ENQUETE SUR L'IMPACT DE LA CIRCULATION DES ARMES LEGERES ET DE PETIT CALIBRE DANS LA ZONE FRONTALIERE CAMEROUN-GABON-GUINEE EQUATORIALE, le 11 décembre 2014 à Kyé-Ossi.

- que la sécurité des populations est fortement menacée après dénonciation.
- ❖ Que la corruption soit combattue à mort sur les corridors routiers et les zones frontalières.
 - ❖ Qu'une plateforme d'échange soit établie entre le bureau REFAC et les participants en vue des échanges régulier.
 - ❖ Qu'un centre d'écoute soit mis en place par le REFAC, avec l'appui des bailleurs de fonds, dans la ville pour soutenir et assister les victimes de violences de toutes sortes des trois pays.
 - ❖ Qu'un centre local de statistiques des victimes de violences soit établi par les autorités camerounaises pour plus de lisibilité.
 - ❖ Que l'Etat camerounais, pacifique vis-à-vis des pays voisins comme la Guinée équatoriale, qui déverse tous les mois des centaines de clandestines ou immigrants victimes de violence, blessés ou tués, puisse réagir à cet état de chose.
 - ❖ Que des mesures diplomatiques plus incitatives soient prises par les organisations de défense pour le respect des droits humains en Guinée-équatoriale.
 - ❖ Que les armes soient systématiquement marquées à la fabrication pour plus de traçabilité et le contrôle des armes intensifié dès leur origine.
 - ❖ Que les frontières soient moins poreuses dans cette zone du Sud pour décourager les trafiquants de tous genres et les candidats à l'exil.
 - ❖ Qu'un bureau de vigilance et de collecte de données statistiques soit ouvert dans cette zone frontalière, tout comme un centre d'écoute pour les victimes ou leurs témoins.

ATELIER de RESTITUTION de l'ENQUETE SUR L'IMPACT DE LA
CIRCULATION DES ARMES LEGERES ET DE PETIT CALIBRE DANS
LA ZONE FRONTALIERE CAMEROUN-GABON-GUINEE
EQUATORIALE, le 11 décembre 2014 à Kyé-Ossi.

Après ces doléances, la présidente sous-régionale du Réseau des femmes actives de la Cemac, Mme NLATE Danielle, a remercié les autorités et participants pour leur engagement à promouvoir la paix et la sécurité dans nos frontières et compte également sur une franche collaboration avec toutes les parties prenantes ; car la sécurité est une affaire de tous. Une fiche d'évaluation a été remplie, les participants ont été satisfaits de cette activité nouvelle en son genre et promettent d'animer des causeries éducatives et autres activités y relatives.

Un grand vide reste certainement à combler car des statistiques officielles n'ont pu être obtenues malgré tous les moyens utilisés, par leur indisponibilité.

Nous avons décidé, avec les participants, de mener des plaidoyers auprès du gouvernement et des organismes internationaux.

Il est 18 heures 30 minutes lorsque nous quittons la mairie de Kyé-Ossi dépourvue de groupe électrogène, pour la résidence du sous-préfet où un buffet préparé par le restaurant JCM a été offert par l'équipe du projet. Des frais de transport ont été remis à tous les participants. L'équipe d'animation est retournée à Yaoundé, après avoir remercié les autorités locales.

Le RAPPORTEUR : Mme Bélick Yallon

ANNEXES : programme d'activité, liste des participants, factures et décharges.

**ATELIER de RESTITUTION de L'ENQUETE SUR L'IMPACT DE LA
CIRCULATION DES ARMES LEGERES ET DE PETIT CALIBRE DANS
LA ZONE FRONTALIERE CAMEROUN-GABON-GUINEE
EQUATORIALE, le 11 décembre 2014 à Kyé-Ossi.**

PROGRAMME DE LA JOURNEE DU JEUDI 11 DECEMBRE 2014

Atelier de « RESTITUTION DE L'ENQUETE SUR L'IMPACT DE
LA CIRCULATION DES ALPC DANS LA ZONE FRONTALIERE
CAMEROUN-GABON-GUINEE EQUATORIALE »

LIEU : MAIRIE DE KYE-OSSI

Heures	Activités
08 h 00	Arrivée de l'équipe de l'animation de l'atelier
08 h 30	Mise en place
09h 30	Arrivée des participants et enregistrement
10h 15	Arrivée des autorités locales
11 h 00	<p>Début de la cérémonie protocolaire:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mot de bienvenue du Maire - Allocution de la présidente sous régional du REFAC - Discours du préfet de la vallée du Ntem - Pause café
13h	<p>Début de l'atelier de sensibilisation des OSCs sur la prévention des conflits et la paix :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Introduction (Mme NLATE DANIELLE) - Lecture du rapport (Mr Nestor Nsang) - Echanges (Entre l'équipe d'animation et participants) - Travaux de groupes. - Restitution travaux de groupes. Et recommandations. - Evaluation (M. Kouya luc) <p>Modératrice : Mme NLATE DANIELLE.</p> <p>Rapporteur : Mme Belick Yallon.</p>
10 min	
20mn	
14h30mn	
30 min	
30 min	
(5min /groupe	
14h 30mn	
16 h 30mn	Fin de l'atelier

ATELIER de RESTITUTION de l'ENQUETE SUR L'IMPACT DE LA CIRCULATION DES ARMES LEGERES ET DE PETIT CALIBRE DANS LA ZONE FRONTALIERE CAMEROUN-GABON-GUINEE EQUATORIALE, le 11 décembre 2014 à Kyé-Ossi.



Quelques participants.



L'équipe d'animation.



Une vue de la salle de l'atelier